quant à présent, à prononcer la nullité de la saisie-description pratiquée dans les magasins du défendeur ; réserve à statuer au fond sur le mérite et le bien fondé de celle-ci. — Ordonne aux parties de conclure et plaider à toutes fins ultérieurement.

Condamne le défendeur Henriette aux $\frac{2}{3}$ des frais de l'incident ; l'autre tiers restant à charge de la demanderesse.

TRIBUNAL DE CHARLEROI.

4^e CH. — 7 mai 1896 ⁽¹⁾.

OUVRIER. — LOI DU 13 DÉCEMBRE 1889. — CONTRAVENTION. —
CONTREMAÎTRE.

Tombe sous l'application des articles 7 et 14 de la loi du 13 décembre 1889 combinés avec l'article 66 du code pénal, le contremaître qui, à l'insu du patron ou gérant, et malgré les instructions de celui-ci, emploie au travail, dans une usine, des adolescents de moins de seize ans accomplis, sans qu'ils jouissent d'un jour de repos sur quatorze.

(MINISTÈRE PUBLIC, — C. DEGALLAUX.)

Faits. — Ricker, gérant des hauts-fourneaux de Hourpes, ayant été acquitté, et la cour de cassation ayant rejeté le pourvoi formé contre cet arrêt d'acquiescement ⁽²⁾; le ministère public reprit la poursuite à charge du contremaître Degallaux, sur lequel Ricker avait fait retomber la responsabilité des faits contraventionnels constatés, et assigna le dit Degallaux devant le tribunal de Charleroi, sous la prévention d'avoir, à..., le... : 1^o étant, quant à la fixation de la durée du travail des ouvriers, gérant des hauts-fourneaux de Hourpes, sciemment employé au travail dans ces hauts-fourneaux quatre adolescents de moins de seize ans accomplis, sans qu'ils jouissent d'un jour complet de repos sur quatorze ;

2^o Tout au moins, et pour le cas où il serait jugé que Degallaux

⁽¹⁾ *Pasier. belge.*

⁽²⁾ Voir supra, pp. 417 et 440.

n'était pas, quant à la fixation de la durée du travail, le gérant des hauts-fourneaux de Hourpes, sciemment et directement coopéré à ce que le gérant de ces hauts-fourneaux employât au travail quatre adolescents de moins de seize ans accomplis, sans qu'ils jouissent d'un jour complet de repos sur quatorze.

M^e Edm. Van Bastelaer développa les conclusions suivantes, pour le prévenu :

« I. — Les fonctions de contremaître remplies par le prévenu sont exclusives de la qualité de gérant.

» En fait, il n'a pas eu le droit de fixer la durée du travail des ouvriers. Il n'a jamais pu être considéré comme gérant.

» Il ne rentre donc dans aucune des catégories déterminées par l'article 14 de la loi du 13 décembre 1889.

» II. — L'arrêt en date du 24 février 1896 a acquitté le prévenu Ricker, par le motif qu'il n'est pas résulté à suffisance de droit que c'est sciemment qu'il a commis les contraventions relevées à sa charge.

» Degallaux est poursuivi pour les mêmes faits.

» La décision à l'égard du premier implique la non-existence juridique du fait délictueux ; et ce point a désormais à l'égard de tous l'autorité de la chose jugée.

» Le délit actuel exige dans le chef de son auteur une qualité spéciale, celle de directeur, patron ou gérant, la déclaration de non-culpabilité à l'égard du premier inculpé équivaut à dire que l'infraction n'est point constatée.

» Au surplus, le fait tel qu'il est relevé dans la citation au point de vue subsidiaire, ne réunit même pas les conditions juridiques d'une infraction. Le prévenu est incriminé à raison de ce qu'il aurait sciemment et directement coopéré à ce que le gérant employât... Ce fait n'est pas en lui-même punissable, s'il n'a pas eu lieu sciemment ; mais cette dernière circonstance n'est pas relevée, et ne pourrait plus l'être par suite de l'arrêt prérappelé. »

Le tribunal a statué comme suit :

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL ; — Attendu que l'article 14 de la loi du 13 décembre 1889, suivant son texte, punit seulement les chefs d'industrie, patrons, directeurs ou gérants ;

Attendu que le prévenu n'était, aux hauts-fourneaux de Hourpes, que contremaitre, et que s'il y avait qualité pour embaucher les ouvriers, les instructions pour la durée et la distribution du travail étaient données par la direction ;

Que ce n'est donc qu'en sous-ordre et comme préposé du directeur que le prévenu a pu retenir les enfants dont s'agit pour faire le travail incriminé, même si, comme il le prétend, il les a retenus contrairement aux instructions de son directeur ;

Que, dès lors, à eux seuls les agissements du prévenu ne réunissent pas les conditions déterminées par l'article 14 susindiqué, et la prévention principale manque de base ;

Attendu, toutefois, qu'il résulte de l'instruction, qu'à Thuin, depuis le 25 juin jusqu'au 5 octobre 1895, le prévenu a sciemment et directement coopéré à ce que le gérant des hauts-fourneaux de Hourpes employât au travail quatre adolescents de moins de seize ans accomplis, sans qu'ils jouissent d'un jour complet du repos sur quatorze ;

Attendu que le mot *sciemment*, dans l'article 14, marque simplement le dol ou intention criminelle qui caractérise en général tout délit ;

Que partant, non seulement ce mot n'ajoute rien aux conditions ordinaires de l'imputabilité d'un délit volontaire, mais n'affecte pas les éléments constitutifs du délit déterminé par cet article 14 ;

Attendu que si les préventions mises à charge du directeur Ricker ont été déclarées non établies, cette décision se fonde sur ce « que de l'instruction faite devant la cour, il n'est pas résulté à suffisance de droit que c'est sciemment que l'appelant a commis les contraventions relevées à sa charge ;

Que cet arrêt d'acquiescement ne dispose donc qu'à raison du défaut d'imputabilité qu'il admet, mais n'implique aucunement la non-existence des faits délictueux compris dans la prévention, et se borne à affranchir le prévenu de la responsabilité de ceux-ci ;

Qu'ainsi il n'emporte aucune chose jugée quant à l'existence des faits délictueux eux-mêmes, et, partant, ne fait nul obstacle aux poursuites actuelles ;

Attendu que l'auteur principal d'une infraction ne doit pas nécessairement être condamné pour que son coauteur ou complice puisse l'être, puisque la culpabilité de l'un est indépendante de celle de l'autre ;

Attendu que pour entraîner la condamnation du coauteur ou

complice, il suffit que ses faits de coopération ou de complicité punissable lui soient imputables ;

Attendu que l'article 18 de la loi du 13 décembre 1889 reconnaît expressément l'application du chapitre VII, livre I^{er}, du code pénal ;

Attendu que si, comme l'a allégué le prévenu, celui-ci a retenu les enfants dont s'agit pour faire le travail incriminé, contrairement aux instructions de son directeur, en fait, c'est cependant celui-ci qui n'a cessé de les employer ; mais ces agissements du prévenu suffisent à manifester que c'est avec connaissance et volonté qu'il a coopéré à ce que le gérant des hauts-fourneaux employât illicitement des enfants au travail ;

Attendu que la participation punissable n'exige point un concert de volontés plus caractérisé entre les divers participants ;

Attendu qu'il importe peu que le prévenu prétende n'avoir agi que dans l'ignorance de la loi, puisqu'il lui était d'autant moins permis d'ignorer celle-ci qu'elle a dû être affichée dans l'usine, conformément à son article 14, et que, dans la réalité, suivant déclaration faite par Ricker à la gendarmerie, le 12 novembre 1895, les instructions concernant le repos à accorder aux ouvriers sont affichées à divers endroits de l'établissement et tous les contremaitres ont reçu l'ordre formel d'avoir à s'y conformer, ceci dès la publication de la loi ;

Attendu qu'il suit que la prévention reconnue constante ci-dessus tombe sous l'application des articles 7 et 14 de la loi du 13 décembre 1889 ;

Attendu, toutefois, qu'il existe en faveur du prévenu des circonstances atténuantes résultant de ses bons antécédents et de ce qu'il n'apparaît pas qu'il ait agi par intérêt personnel ;

Vu, outre les articles invoqués ci-dessus, les articles 66, 45 et 40 du code pénal, tous articles ainsi conçus : ...

Condamne le prévenu à quatre amendes de 5 francs ou emprisonnement subsidiaire de un jour pour chacune d'elles ; l'acquitte du surplus de la prévention ;

Et attendu qu'il est de bonne conduite, que jusqu'à ce jour il n'a subi aucune condamnation et que depuis le procès-verbal dressé les enfants ont déjà été remplacés par des adultes, lui applique le bénéfice de l'article 8 de la loi du 31 mai 1888 ainsi conçu : ... ; lui accorde un sursis de onze mois ; le condamne aux frais.